

Philippe
Dessertine

Pour le directeur de l'Institut de haute finance, les propositions socialistes consistent à accroître encore l'endettement et donc à pénaliser les générations futures.

Vice Président du
Cercle TURBOT



Le programme du PS : danser sur un volcan

O n mesure à quel point la France et ses élites mésestiment la crise économique terrible que nous traversons et le défi immense qui se dresse devant notre pays pour les années à venir, quand on constate le peu de réactions suscitées par les sidérantes propositions socialistes pour la prochaine élection présidentielle. Car, enfin, comment le principal parti d'opposition peut-il s'exonérer avec autant de légèreté de l'enjeu majeur, incontournable, écrasant, que sera la réduction drastique d'une dette publique abyssale ? Bien des commentateurs se sont félicités que le problème n'ait pas été éludé ! On croit rêver.

La vérité est que nous n'avons pas le choix. Le mur de notre dette se dresse devant nous, immense. Et d'ici à l'élection, n'en déplaise à Bercy, la situation va se détériorer davantage. Nous devons assumer notre devoir de solidarité vis-à-vis de nos voisins mal en point. Lorsque nous empruntons pour la Grèce, l'Irlande, le Portugal ou demain l'Espagne, nous ne remboursions pas ; nous répartissons au contraire la charge sur les pays valides, dont l'Allemagne et la France prennent la plus grande part. À cela, il faut ajouter l'augmentation inévitable

des taux d'intérêt et l'inflation des matières premières énergétiques pour alourdir encore la facture financière.

Que propose le Parti socialiste face à cette terrible exigence ? De danser sur le volcan, sans du reste émouvoir grand monde. Les Français sont trop malins pour basculer dans l'austérité et la rigueur budgétaire. Alors que tous nos partenaires, à l'exception des États-Unis, se serrent la ceinture, nous, nous allons rembourser nos emprunts par... un accroissement de nos recettes fiscales. Ou plutôt par la moitié des 50 milliards d'augmentation, calculées sur la base d'une très fantaisiste hypothèse de croissance annuelle à 2,5 % pendant cinq ans, accompagnée d'une disparition sans dommage de toutes les niches fiscales. Étant donné que l'autre moitié des 50 milliards sera dépensée dans le même temps, l'État va créer 300 000 emplois, sous-qualifiés, sans intérêt, ne résolvant rien, dont le coût va se chiffrer en milliards. Il est plus que probable que le remboursement espéré aura lieu, comme d'habitude, à la saint-glinglin.

Sauf que, cette fois, nous ne pourrions continuer à fuir nos responsabilités vis-à-vis de nos créanciers et des générations futures ; nous ne pourrions continuer à remettre sans cesse au lendemain la purge que doit s'imposer notre pays. L'Europe, cruellement absente du programme socialiste, est sur le point de clore toute discussion. Un budget tel qu'il se profilerait après l'élection d'un(e) président(e) socialiste serait retoqué à Bruxelles. Et ce serait tant mieux, car s'il était adopté,

il ne ferait que préparer des catastrophes encore plus graves pour un futur proche. Pas plus que les banques, les politiques ne semblent avoir tiré les leçons de la crise de la dette que nous connaissons depuis près de quatre ans.

Pour tenter de répondre à l'angoisse légitime de l'opinion publique face à l'effritement insidieux de nos piliers sociaux, quelle bonne vieille solution est proposée ? Encore plus de dépense publi-

« **L'État va créer 300 000 emplois, sous-qualifiés, sans intérêt, ne résolvant rien, dont le coût va se chiffrer en milliards** »

que. Le traitement du dramatique chômage des jeunes est si simple qu'il suffisait d'y penser : l'État va créer 300 000 emplois, sous-qualifiés, sans intérêt, ne résolvant rien, dont le coût va se chiffrer en milliards. La durée des contrats ? Cinq ans, comme une mandature, mais c'est un hasard.

La retraite à 60 ans fait plaisir à tout le monde, « embrassons-nous, Folleville », elle est donc rétablie, en attendant sans doute, d'examiner la possibilité de passer à 55 ans.

La justice grogne, le sentiment d'insécurité croît ? On embauche des fonctionnaires. Pourquoi d'ailleurs s'arrêter en si bon chemin ; nul doute

que des secteurs comme la santé ou l'éducation ne tarderont pas à demander leur part de promesses intenables. Il suffit de pousser le curseur de la croissance à 2,8 %, le tour sera joué, et l'électeur enfumé.

À ces chimères, il est ajouté une bonne dose de démagogie, associée au retour de vieilles lunes. La CSG avait été inventée pour compléter l'impôt sur le revenu ; les deux sont regroupés. De multiples institutions financières publiques avaient été créées pour appuyer les entreprises, on les regroupe auprès d'un succédané de Caisse des dépôts ; la vieille distinction d'un impôt sur le bénéfice distribué ou réinvesti avait disparu dans les années 1980 ; on la réactive. Et puis on coupe quelques têtes de patrons, ou leurs émoluments, pour créer un rapport de un à vingt-cinq entre les dirigeants du public et ceux du privé.

Tout cela pourrait être risible, s'il n'y fallait voir un avant-goût affligeant de ce que sera la campagne pour l'élection la plus importante du pays. Il convient de lancer un véritable appel à la responsabilité collective de la classe politique française. Au lieu de juxtapositions du même refrain « nous vous avons entendu », il serait tellement important que se dégagent de vraies structures de projets, de véritables objectifs à long terme, dont on ne doute qu'ils seraient différents entre la droite et la gauche.

Mais au moins, ils permettraient aux électeurs de faire un choix positif ; et non par défaut.